Bosch, KemOne, VENINOV, Continental, Arcelor, GoodYear…

Se battre contre les destructions d'entreprises et d'emplois.

Chaque fois qu'on cède aux patrons, le profit progresse, le travail recule !

L'usine Bosch de Vénissieux est un cas d'école pour les travailleurs. Faut-il croire aux efforts des patrons qui disent vouloir sauver les usines ? A Vénissieux en 2004, la majorité des travailleurs finissent par accepter de travailler plus, gratuitement en échange de la venue d'une nouvelle fabrication. C'était bien un chantage à l'emploi, 5 ans plus tard, l'activité est arrêtée. Le groupe Bosch confirme qu'il se désengage de France refusant d'apporter une nouvelle production sur le site de Vénissieux, alors qu'il investit en Allemagne et dans un certain nombre d'autres pays à bas coût en Europe, en y créant des milliers d'emplois.

Là encore, la question de quel rapport de force imposer à ce grand groupe allemand se pose? Presque tout le monde pousse les travailleurs à négocier une reconversion. C'est le photovoltaïque dont tous les médias vanteront la réussite. Même Alternatives économiques parle en Avril 2012 « d'un cas d'école de reconversion industrielle aboutie. ». Le groupe met 30 millions d'euros pour 200 emplois, deux lignes de montage de panneaux photovoltaïques sont installées et plus personne ne parle des 400 emplois disparus dans l'affaire entre 2009 et 2011.

Un an plus tard seulement, ce vendredi 23 Mars, la direction du groupe annonce qu'elle se désengage du solaire, et qu'elle recherche un repreneur pour « le meilleur site de France… » Aussitôt, la CFDT prend le relais, suivie par les élus socialistes au conseil municipal de Vénissieux, il faut trouver un repreneur. Pourtant, en janvier, les mêmes assuraient qu'avec les commandes de GDF-Suez, la CNR et la Compagnie du vent, l'avenir était assuré, avec annulation du chômage partiel, 3 équipes puis quatre en mars. Mais si le site vaut le coup d'une reprise, pourquoi Bosch arrête ?

La CGT de son côté critique le discours patronal, dénonçant sur *" la responsabilité de Bosch dans la destruction du potentiel industriel et humain du site de Vénissieux »,* rappelant que *"le groupe Bosch se désengage industriellement depuis de nombreuses années de la France : de plus de 11 000 salariés au début des années 2000 nous sommes passés à 6 800 en 2012. (…) a dans le même temps a développé des unités de productions importantes en Tchéquie, Hongrie ou encore en Turquie.".*

Dans la guerre de classe que mènent les actionnaires contre les travailleurs, il est impossible de résister si on se contente du discours patronal. Il faut chercher, comprendre, proposer de vraies alternatives, qui supposent toujours de rompre avec la domination des détenteurs de capitaux sur les décisions industrielles.

La faute au chinois ?

Pour justifier ses décisions, le principe est simple, il faut trouver des coupables ailleurs. Le plus facile est le chinois ! Il est vrai que le Français Photowatt n'a été sauvé que par la période électorale et le rachat par EDF, que des entreprises allemandes comme Sovello ont fermé, que leur compatriote Q-Cells est devenu coréen. Mais personne ne dit que le premier acteur mondial, le chinois Suntech, vient de déposer le bilan ! La réalité est que tout le monde sait depuis plusieurs années qu'il y a surcapacité de production photovoltaïque sur la planète, et quand Bosch a commencé ses investissements, il pensait avec sa capacité financière et industrielle devenir un des grands acteurs mondial et européen. Il n'a rien découvert de cette situation du marché cette dernière année, il a juste décidé de changer de stratégie !

La faute aux baisses des tarifs de rachat décidés par les états… ?

Mais tout le monde sait qu'une industrie ne peut se développer éternellement à coup de subventions ! La prime à la casse pour l'automobile le montre aussi, quand elle s'arrête, c'est la chute des ventes... L'éclatement de la bulle photovoltaïque espagnole a montré l'incohérence de ces politiques qui demandent aux usagers de l'électricité de payer de plus en plus cher pour subventionner des énergies renouvelables qui ne profitent qu'aux investisseurs… L'électricité photovoltaïque coute encore aujourd'hui beaucoup plus cher que le nucléaire, sans compter qu'il faut la compléter avec des installations au gaz ou au charbon (choix fait en Allemagne) quand il n'y a pas de soleil et que la gestion de l'intermittence oblige à de couteux

investissements sur les réseaux, à faire accepter la diminution de la qualité de service, avec l'augmentation des « délestages » obligatoires pour éviter les grandes pannes comme celle de 2006 en Allemagne !

Les subventions au petit photovoltaïque ont fait quelques dizaines de milliers d'heureux, propriétaires de maisons, artisans pas toujours très scrupuleux, quelques emplois précaires, mais coûté cher aux usagers et contribuables ! La crise de la dette oblige les gouvernements à réduire un peu les tarifs d'achats. Le lobby du solaire privé hurle parce qu'il veut nous faire payer toujours plus cher pour assurer leur profit.

Mais le groupe Bosch, tout en se positionnant sur l'ensemble du marché, entendait être présent fortement sur le marché des grandes installations, avec les fermes solaires de GDF, de la CNR… et ce marché n'est pas dépendant des tarifs d'achats particulier, mais de la concurrence entre les grandes entreprises. Ces installations ne seront performantes qu'une fois associé à des solutions de stockage, comme le permet le thermodynamique solaire.

Si Bosch décide de laisser tomber, le groupe continue à investir dans la zone économique allemande et sur d'autres secteurs. Et leur seul critère de décision est la rentabilité du capital, la part du profit créé par le travail que les actionnaires vont pouvoir distribuer ou réinvestir. Ce qui est en cause, c'est bien la stratégie du groupe, comme pour PSA, RENAULT ou ARCELOR MITTAL !

Le solaire est pourtant une technologie d'avenir qui suppose des investissements publics, de la recherche, notamment sur le stockage de l'électricité. Des usines de montages ont leur place dans une véritable filière industrielle Française, avec une politique publique au service de l'intérêt général, pas des lobbys…

KEM ONE, BOSCH PV, VENINOV, CONTINENTAL... toujours la même arnaque pour les travailleurs

Quand on leur cède une fois, on s'affaiblit et il est plus difficile de leur résister. Le groupe TOTAL avait une grande activité chimique en France, ce groupe n'a jamais licencié, mais il a vendu sa chimie en créant ATOCHEM, devenu ARKEMA, qui a « cherché un repreneur » pour son activité vinylique devenue KEM One avec un de ses « investisseurs » qui nous dit la vérité du capitalisme, un fonds de pensions spécialisé dans le rachat d'usine pour les fermer. Et c'est ce « grand patron » que Sarkozy avait reçu en grande pompe comme exemple de sa stratégie industrielle. Aujourd'hui, il ferme les usines qu'il avait racheté et les syndicats révèlent que 86 millions d'euros de trésorerie ont disparu. Et là, pas question de parler du marché, le vinyle se porte bien !

Les CONTINENTAL avait déjà fait l'expérience (toujours sous l'influence de la CFDT) acceptant les accords jusqu'à la fermeture et la colère noire des ouvriers que la télé nous a montré comme des bêtes sauvages, sans jamais dénoncer la violence de ce système capitaliste qui n'a pas de limite dans l'exploitation du travail et la production de la misère.

L'expérience nous montre une chose, quand l'acceptation du recul social domine, dans l'espoir de sauver ce qui peut l'être, les travailleurs se font avoir à chaque fois. Ils acceptent un premier recul, puis un deuxième, puis le site ferme et, au mieux, les travailleurs ont une prime et le droit à la télé pour quelques jours…

Mais les exemples d'Aulnay, toujours en grève avec une caisse de grève qui permet de tenir, de Goodyear, de Veninov qui ont tenu deux ans avec un premier redémarrage(première étape qu'il reste à confirmer), de Fralib avec la SCOP qui arrive, montrent, chacun a leur manière, qu'un autre choix est possible, qu'il est difficile et semé d'embuches, mais qu'il est le chemin de la dignité des travailleurs, et qu'il peut imposer des rapports de forces au patronat. Le choix de la lutte ne garantit pas le succès, mais à minima, il fait monter les enchères pour faire payer le maximum, et il nous rend notre dignité !

Nous lançons un appel, à la désobéissance, au refus des logiques patronales, du capital, de destruction des emplois, des industries et des savoirs faire, qui n'ont d'autre but que d'augmenter les profits et prendre une part toujours plus grande des richesses créées par le travail. Imposons des choix économiques, industriels, qui répondent aux besoins des populations, maintiennent et développe l'emploi.